

Mercredi (matin) 10 juin 2015

Direction de l'instruction publique

71 2014.RRGR.1207 Motion 268-2014 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Procédure de sélection juste: égalité des chances entre filles et garçons et enseignement moderne des langues

N° de l'intervention: 268-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 25.11.2014
Déposée par: Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole)
Toggwiler-Bumann (Ostermundigen, pvl)
Cosignataires: 11
N° d'ACE: 364/2015 du 25 mars 2015
Direction: INS

Procédure de sélection juste: égalité des chances entre filles et garçons et enseignement moderne des langues

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir la procédure de sélection, les modèles scolaires et les méthodes d'évaluation concernant l'enseignement des langues et d'informer le Grand Conseil avant l'entrée en vigueur du *Lehrplan 21*.

1. La procédure de sélection pour le passage au secondaire 1 est revue.
2. La procédure de sélection tient compte des différences entre filles et garçons.
3. Les mathématiques et l'allemand sont des critères de sélection obligatoires.
4. Le nombre de modèles scolaires est revu en collaboration avec les communes.
5. L'évaluation des connaissances en langue étrangère est calquée sur les diplômes de langue reconnus au plan international et se fait selon la méthode du portfolio des langues.

Développement :

La procédure de sélection pour le passage au secondaire 1, qui fait la part belle aux langues, pénalise les élèves doués pour les matières scientifiques. En général, ce sont surtout les garçons qui sont désavantagés. C'est contraire aux principes d'égalité et mauvais pour le choix professionnel des élèves doués pour les matières scientifiques. En effet, bien des métiers techniques ou scientifiques exigent un titre de fin d'études secondaires. La première langue étrangère, par contre, n'est pas indispensable pour suivre un apprentissage ou des études dans des matières scientifiques ou techniques.

Les élèves issus de la migration sont doublement désavantagés, puisque pour eux, le français est en fait une deuxième langue étrangère après l'allemand. L'égalité des chances sera mieux garantie si les modèles scolaires permettent la perméabilité entre les classes générales et les classes secondaires. Des études scientifiques ont montré que des élèves qui ont le même niveau dans une matière seront davantage orientés en classe générale dans une commune X, et majoritairement orientés en classe secondaire dans une commune Y, la première étant le plus souvent une commune rurale ou un arrondissement scolaire comptant une forte proportion d'étrangers, la seconde, une riche commune d'agglomération (p. ex. Muri-Gümligen).

Le français est très important pour la communication en Suisse et dans le canton de Berne en particulier. Le premier objectif d'apprentissage n'est pas de connaître le vocabulaire par cœur ni d'écrire sans faute, mais de communiquer sans appréhension et avec plaisir dans l'autre langue. Ce doit être un plaisir d'apprendre le français. Et c'est sur l'aisance à communiquer que doit être centrée l'évaluation. Les grilles d'évaluation des diplômes de langue internationaux qui reposent sur la méthode du portfolio des langues tiennent compte de ces exigences. De nombreuses écoles professionnelles ont déjà opéré le changement : elles évaluent selon cette méthode et délivrent des diplômes de langue. Ce faisant, elles atteignent un objectif supplémentaire en ce sens que leurs diplômés peuvent attester de compétences en langues étrangères, reconnues sur le plan international. Les élèves qui suivent un apprentissage dont le plan d'études ne comprend

aucune langue étrangère pourraient ainsi valider leurs connaissances acquises à l'école obligatoire dans une forme reconnue sur le plan international et sur le marché du travail.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire charge le Conseil-exécutif de revoir la procédure de sélection, les modèles scolaires et les méthodes d'évaluation dans l'enseignement des langues avant l'entrée en vigueur du *Lehrplan 21* et d'informer le Grand Conseil des changements envisagés. La présente motion concerne la partie germanophone du canton.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les cinq points soulevés :

Point 1 :

La procédure de sélection pour le passage au degré secondaire I sera revue dans le cadre de l'introduction du *Lehrplan 21* dans le canton de Berne. Ainsi, plusieurs variantes impliquant différentes disciplines comptant pour la promotion seront notamment examinées. Cet examen mettra en lumière les conséquences de l'application de chacune des variantes. La Direction de l'instruction publique devrait prendre une décision concernant la procédure de sélection en 2016.

Point 2 :

La révision de la procédure de sélection prendra également en compte l'aspect de l'égalité des chances entre filles et garçons.

Point 3 :

Le Conseil-exécutif décidera des disciplines qui compteront à l'avenir pour la promotion dans le cadre de la révision de la procédure de sélection. Les mathématiques et l'allemand en feront partie en tous les cas, comme actuellement.

Point 4 :

Comme le précise l'article 11 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire, le choix du modèle scolaire¹ relève de la compétence des communes. Ces dernières ont ainsi la possibilité d'opter pour un modèle qui réponde aux spécificités locales. Elles ont à leur disposition trois modèles perméables et deux modèles non perméables. La majorité des communes ont adopté le modèle 3a, qui prévoit que les élèves affectés à la section générale et ceux affectés à la section secondaire soient scolarisés dans des classes distinctes. En allemand, français et mathématiques, ils peuvent, selon leurs résultats, suivre l'enseignement de niveau général ou de niveau secondaire, et ce indépendamment de la classe à laquelle ils appartiennent. Les communes apprécient cette diversité de modèles. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de limiter ou d'accroître leur nombre. Le Conseil-exécutif entend ainsi conserver les modèles proposés actuellement.

Point 5 :

Des aides à la mise en œuvre en matière d'évaluation ont été développées dans le cadre du projet Passepartout à l'intention des enseignants et enseignantes du degré primaire. Des outils similaires sont en cours d'élaboration pour le degré secondaire I. Par ailleurs, les écoles ont d'ores et déjà la possibilité de recourir au portfolio européen des langues pour évaluer les prestations des élèves en langues. Toutefois, le canton examine actuellement l'opportunité de modifier de façon globale les méthodes d'évaluation en s'appuyant sur le *Lehrplan 21*.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption

Point 4: rejet

Point 5: adoption sous forme de postulat

¹ Modèles scolaires dans la partie germanophone du canton (en allemand) :

www.erz.be.ch/erz/de/index/kindergarten_volksschule/kindergarten_volksschule/informationen_fuereltern/sekundarstufe_i.html

Le président. Guten Morgen, werte Grossrätinnen und Grossräte; guten Morgen, Herr Erziehungsdirektor. Wir starten in diesen Tag. Heute ist Mittwoch, dritter Sessionstag der zweiten Junisessionswoche. Auch heute können wir bereits wieder einen Geburtstag bekannt geben. Heute feiert unser Ratsmitglied Etienne Klopfenstein Geburtstag. Ganz herzliche Gratulation! (*Applaus*)

Es ist heute Morgen seitens des Präsidiums noch nicht möglich verlässlich abzuschätzen, wie lange die Session noch dauern wird und ob wir morgen noch hier sein werden oder nicht. Wir können dies zurzeit noch nicht einschätzen, aber wir geben Ihnen jeweils einen Zwischenstand bekannt, sobald wir besser abschätzen können, wieviel Zeit die Beratung noch in Anspruch nimmt. Wir haben nach dem Geschäft, das jetzt in der ERZ ansteht, noch die Geschäfte zweier Direktionen zu beraten. Wir erstatten so gut als möglich Bericht zur Zeitprognose.

Wir befinden uns bei Geschäft 71. Es handelt sich um die Motion Brönnimann «Sinnvolle und gerechte Selektionsverfahren – Chancengleichheit für Buben und Mädchen – moderner Sprachunterricht». Die Motion besteht aus fünf Ziffern. Der Regierungsrat beantragt, Ziffer 1 als Postulat anzunehmen, Ziffer 2 ebenfalls als Postulat, Ziffer 3 als Motion, Ziffer 4 wird abgelehnt und Ziffer 5 ist er bereit, als Postulat anzunehmen. Wir haben eine freie Debatte. Ich bitte, die Gespräche zurückzufahren. Wir fangen an mit der Beratung. Herr Grossrat Brönnimann hat das Wort. Wenn ihn seine Kollegen noch schnell eintragen, können wir gleich starten. – Sie haben das Wort, Herr Grossrat Brönnimann.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Sie merken es, ich bin kein Morgenmensch. Deshalb habe ich schon vergessen, mich einzutragen. Ich bin zwar heute Morgen absichtlich früher aufgestanden, damit ich dann auch wirklich wach bin. Ich hoffe, dass sich das auszahlt und ich mein Anliegen durchbringen kann. Ob wir am Donnerstag noch tagen, hängt natürlich auch davon ab, wie lange Sie noch über diese Motion diskutieren. Vielleicht können Sie die Ziffern 1–3 einfach überweisen, so, wie wir das gestern Abend gemacht haben. Dann hätten wir am Donnerstag keine Session mehr. Das wäre doch flott. Wer mich kennt, hat realisiert, dass mir dieser Vorstoss, den Annette Toggwiler und ich zusammen eingereicht haben, ziemlich wichtig ist. Ich bin der festen Überzeugung, dass die Einführung des Lehrplans 21 uns ein Zeitfenster öffnet, welches es möglich und sinnvoll macht, das Selektionsverfahren für die Sekundarstufe I zu überarbeiten. Bevor ich aber meine Argumentations- und Charmeoffensive starte, möchte ich noch ein wenig Ordnung in die verschiedenen Ziffern unserer Anliegen bringen. Ziffer 5 wandle ich in ein Postulat, Ziffer 4 ziehe ich zurück, bei den Ziffern 1 und 3 halte ich an der Motion fest. Zur Begründung ... (*Le président interrompt l'orateur.*)

Le président. Entschuldigung, Herr Brönnimann, die Rückzüge müssen vorher bekannt gegeben werden. Sie können keine Rückzüge mehr machen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ja, das wäre dann nicht nur ein Morgenmensch-, sondern irgendwie ein gröberes Problem. Dann muss ich Ziffer 4 zumindest noch wandeln, obschon mir bewusst ist, dass diese Ziffer keine Chance hat. Ich beginne bei Ziffer 5. Die Antwort des Regierungsrats hat mich überzeugt. Der Regierungsrat nimmt mein Anliegen ernst und ich glaube ihm, dass er es in Form eines Prüfungsauftrags verfolgen wird.

Zu Ziffer 4: Bei den verschiedenen Modellen war die Antwort des Regierungsrats eindeutig und das Echo aus den Fraktionen hat diese Antwort noch verstärkt. Man will das Thema nicht anfassen und es den Gemeinden überlassen. Man will weiterhin an den fünf Modellen – ich betone: wir haben fünf Modelle – festhalten. Ich persönlich bin nach wie vor der Überzeugung, drei Modelle würden reichen: Eines, das «separativ» ist; eines, das differenziert; und eines, das integriert. Im Moment haben wir fünf Modelle. In der Praxis führt dies bei den Eltern häufig zu ziemlicher Verwirrung. Vielleicht können wir uns bei Ziffer 4 relativ kurz halten, wenn ich die Ziffer nicht mehr zurückziehen kann.

Zu den Ziffern 1 und 3: In Ziffer 3 habe ich keine Differenz zum Regierungsrat. Es geht mir und Annette Toggwiler darum, für die Selektion zwei Pflöcke einzuschlagen. Das ist zudem ein Hinweis zum Beispiel an den Grossratskollegen Näf und an die Grossratskollegin Baltensperger: Man muss einfach einmal akzeptieren, dass die Gesellschaft diese Selektion will. Und ich glaube, auch die Politik will sie. Dann müssen wir schon einmal nicht mehr darüber sprechen, ob wir eine Schule ohne Selektion wollen. Ich habe, wie die meisten hier im Saal, meine Sekundarschulprüfung mit Mathematik und Deutsch gemacht. Ich finde, das hat sich bewährt und würde sich auch heute bewähren. Regierungsrat Pulver hat gesagt, sein Motto in diesen 10 Jahren hiess «Keine neuen

Reformen». Vielleicht nehmen wir ein Motto für die nächsten 10 Jahre seiner Regierungstätigkeit. «Weniger ist mehr» wäre mein Motto.

Ich komme bereits zu Ziffer 2. Würden wir uns auf Mathematik und Deutsch konzentrieren, könnten wir das «Genderproblem des 21. Jahrhunderts», wie ich es nenne, massiv entschärfen. Das Genderproblem des 21. Jahrhunderts ist erfreulicherweise nicht mehr das Problem der Benachteiligung der Frauen und Mädchen, sondern – und das ist nun wieder etwas bedenklich – dass heutzutage die Buben in der Selektion benachteiligt sind. Wir können darüber noch streiten. Aber wenn man die effektiven Zahlen betrachtet und schaut, wer den Übertritt in die Sekundarstufe I schafft, dann fahren die Buben heute schlechter. Wenn wir ehrlich sein wollen – ich wurde auch von Grossratskollegen darauf hingewiesen –, dann ist das nicht nur ein Genderproblem, sondern ein Problem der Sprachlastigkeit der Sekundarschulprüfung. Die Sprachen Deutsch und Französisch gewichten in der Selektion zu zwei Dritteln. Von daher sind Sprachbegabte bevorteilt. Das könnte man ändern. Akzentuiert wird das Problem durch die Bewertung des Sozialverhaltens. Zu Ziffer 1: Ich halte an der Motion fest. Der Regierungsrat will zwar prüfen, aber ich finde, man muss überarbeiten, den Status quo prüfen und dann am Schluss darüber befinden. «Keine neuen Reformen» geht für mich nicht. Ich freue mich auf die Diskussion.

Le président. Die Fraktionen können sich anmelden und ich rekapituliere kurz: Wir debattieren zu Ziffer 1 über eine Motion, zu Ziffer 3 ebenfalls und bei allen anderen Ziffern über Postulate. Ist das richtig? – Ziffer 2 ist also auch Motion. Für die BDP-Fraktion hat Grossrat Gnägi das Wort.

Jan Gnägi, Jens (PBD). Die Motion von Thomas Brönnimann greift ein vieldiskutiertes Thema unserer Volksschule auf. Das Selektionsverfahren, also der Entscheid, ob ein Schüler nach der sechsten Klasse in die Sekundar- oder in die Realschule geht, ist für die Schüler ein wichtiger Prozess und hat natürlich Einfluss auf ihre weitere schulische Laufbahn. Das Selektionsverfahren mit den heute geltenden relevanten Fächern gibt es schon seit einiger Zeit. 1990 wurde darüber abgestimmt und 1994 wurde es realisiert. Es stammt also etwa aus der gleichen Zeit wie ich. Und ich bin wahrscheinlich einer der Wenigen im Saal, die nach diesem System bewertet wurden.

Es macht wahrscheinlich Sinn, sich heute über dieses Selektionsverfahren Gedanken zu machen. Die Einführung des Lehrplans 21 steht bevor und bringt gewisse Änderungen in die Volksschule, auch die Neugestaltung einiger Fächer. Wir sind der Meinung, dass eine erfolgreiche Volksschule sich den heutigen Gegebenheiten und Anforderungen anpassen muss. Deshalb muss man sicher auch über das Selektionsverfahren reden. Dass es ein solches braucht, ist für die BDP klar. Ebenso soll das Selektionsverfahren möglichst niemanden benachteiligen; dieser Meinung ist auch die BDP. Aber wir möchten auch kein System, in dem plötzlich alle den Übertritt in die Sekundarschule schaffen müssen. Für uns ist es wichtiger, eine gute Realschule zu haben, die gute Schülerinnen und Schüler hervorbringt, die sich später eher in einem gewerblichen, handwerklichen Beruf bewegen und mit den beruflichen Weiterbildungen weiterkommen. Es soll auf keinen Fall so sein, dass ein Realschulabschluss ein Karrierekiller ist. In der Motion steht, dass ein Selektionsverfahren negative Auswirkungen auf die Berufswahlchancen hat. Dem wollen wir anders begegnen, indem wir ein Berufsbildungssystem fördern, das nach einem Lehrabschluss noch alle Möglichkeiten offen lässt. Beispielsweise soll man mittels einer Berufsmatur an eine Fachhochschule gelangen, oder via Passerelle noch an einer Universität studieren können. Für uns ist das viel wichtiger und auch der richtige Weg zur Chancengleichheit, wie sie der Motionär fordert. Einer Überprüfung wollen wir uns aber nicht verschliessen. Es ist gut, dass der Regierungsrat diese vornehmen will.

Die BDP-Fraktion unterstützt daher die Ziffern 1 und 2 als Postulat. Ziffer 3 können wir als Motion unterstützen; Mathematik und Deutsch sollen Selektionsfächer bleiben. Für uns gehört aber Französisch ganz klar dazu. Französisch benachteiligt Schüler mit Migrationshintergrund nicht, sondern ist für sie eine Chance, weil sie im Erlernen einer Fremdsprache bereits Übung haben. Wenn man bei den Selektionsfächern etwas ändert, dann sind wir der Meinung, dass man eher ein Fach dazu nimmt als eines weglässt. Beispielsweise könnten wir uns vorstellen, dass zusätzlich NMM übertrittsrelevant wird, wie es auch beim Übertritt an ein Gymnasium der Fall ist. Ziffer 4 lehnen wir ab. Ziffer 5 können wir als Postulat unterstützen. Die Möglichkeit, Bewertungen von Fremdsprachenunterricht analog zu den internationalen Sprachdiplomen vorzunehmen – beispielsweise nach dem europäischen Sprachreferenzrahmen –, finden wir interessant. Wer nach seiner obligatorischen Schulzeit mit sprachlicher Weiterbildung fortfährt, wird ohnehin mit diesem Bewertungsraster konfrontiert. So sind bereits in mehreren Berufen die Abschlussprüfungen in den Sprachen an ein internationales Diplom gekoppelt.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ausgangspunkt dieser Motion ist die Feststellung, dass das aktuelle Selektionsverfahren für die Sekundarschulstufe I wegen der Sprachlastigkeit die Buben benachteiligt. Das möchte ich nicht bestreiten. Aber als Ko-Vorsitzender eines Trägervereins einer Schule ohne Selektion bin ich natürlich versucht, nicht nur das aktuelle Selektionsverfahren in Frage zu stellen, sondern die Selektion während der obligatorischen Schulzeit überhaupt. Die Grünen bekennen sich in ihren bildungspolitischen Grundsätzen und auf ihrer neusten Wahlplattform zu integrativen Schulen. Die Selektion steht dem Prinzip der Integration und damit auch dem Ziel der Chancengleichheit grundsätzlich im Weg. Man könnte sich deshalb auch streiten, ob der erste Teil des Titels dieses Vorstosses überhaupt möglich ist: gerechte Selektionsverfahren einzuführen.

Aber es ist hier wohl nicht der Ort und schon gar nicht die Zeit, um eine solche Grundsatzdiskussion zu lancieren. Ich beschränke mich deshalb auf die Stellungnahme der grünen Fraktion zu den Forderungen dieses Vorstosses. Der Regierungsrat ist bereit, die beiden ersten Ziffern als Postulate entgegenzunehmen. Er tut dies mit der Begründung, die Überprüfung des Selektionsverfahrens sei im Gang und dabei ginge es auch um die Buben-Mädchen-Thematik oder, wie man neudeutsch sagt, um die Genderthematik. Aber gerade aus dieser Sicht müsste man zu bedenken geben, dass es für das tendenziell schlechtere Abschneiden der Buben im aktuellen Selektionsverfahren nicht nur eine einzige Erklärung und einen einzigen Grund gibt. Man kann sich darüber hinaus auch fragen, ob die vorgeschlagene Beseitigung der Sprachlastigkeit des Selektionsverfahrens den benachteiligten Buben längerfristig wirklich etwas bringt oder ob sie nur kurzfristig etwas nützt. Ich habe kürzlich ein interessantes Gespräch mit Hansjürg Sieber geführt, der bis vor kurzem Dozent mit Schwerpunkt Genderfragen an der PHBern und früher auch einmal Grossrat war. Er sagt, das Leistungsgefälle zwischen Buben und Mädchen in den Sprachfächern sollte nicht einfach als naturgegeben hingenommen werden. Vielmehr sollte man die Sprachkompetenz der Buben gezielt und vermehrt fördern, indem die Freude an der Sprache, insbesondere auch die Freude am Lesen, von klein auf geweckt wird. Statt den Buben im Selektionsverfahren Steine aus dem Weg zu räumen, sollte man ihnen helfen, ihren Leistungsrückstand in den Sprachfächern aufzuholen. Mehr Sprachkompetenz, mehr Freude an den Sprachen, Lust am Lesen und Formulieren: Das wäre auch für die anderen Fächer von Vorteil und später für das Berufsleben, wie auch für das Privatleben, positiv. Wir wissen ja, dass es den Männern bisweilen an kommunikativen Fähigkeiten mangelt.

Aus diesem Grund – weil die Erziehungsdirektion bereits am Überprüfen ist und weil wir das Ergebnis nicht einseitig vorspüren möchten – unterstützen die Grünen die Ziffern 1 und 2 des Vorstosses nur als Postulate. Auch bei den übrigen Punkten schliessen wir uns der Haltung des Regierungsrats an. Ziffer 3 – Deutsch und Mathematik sollen als Selektionsfächer bleiben – ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Das muss zudem nicht heissen, dass es daneben keine weiteren Selektionsfächer mehr geben soll. Ziffer 4 lehnen wir Grünen entschieden ab. Wir sind nicht nur für ein integratives Schulsystem, sondern auch für innovative und vor allem vielfältige Schulmodelle. Wir möchten deshalb an der Modellvielfalt festhalten und sehen keinen Grund für eine Reduktion der Zahl der Modelle und damit auch keinen Grund für eine Einschränkung der Wahlmöglichkeiten der Gemeinden. Sie sollen auch zukünftig im Wissen um die Problematik jeder Selektion die Möglichkeit haben, wenigstens möglichst integrative Modelle wählen zu können.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Der vorliegende Vorstoss beauftragt den Regierungsrat mit der Einführung des Lehrplans 21, das Selektionsverfahren, das Schulmodell und die Bewertungskriterien im Sprachunterricht zu überarbeiten. Dies weil das aktuelle Selektionsverfahren für die Sekundarstufe I durch seine Sprachlastigkeit die mathematisch und naturwissenschaftlich interessierten Schüler benachteiligt. Wie man der Antwort des Regierungsrats entnehmen kann, werden verschiedene Varianten für in Frage kommende übertrittsrelevante Fächer bereits überprüft. Es soll aufgezeigt werden, welche Auswirkungen und Konsequenzen die einzelnen Fächer haben, vor allem weil die sprachlastigen Fächer eher die Buben benachteiligen. Für uns ist es aber wichtig, dass die Qualität der übertrittsrelevanten Fächer nicht gesenkt wird. Französisch soll zu den Selektionsfächern gehören. Auch für mathematikbegabte Schülerinnen und Schüler sind Sprachkenntnisse für ihre spätere Laufbahn wichtig. Und es geht nicht nur darum – wie schon der Kollege Gnägi sagte –, dass man um jeden Preis alle in die Sekundarschule bringt. Ein Beispiel aus meinem Bekanntenkreis: Ein Schüler durchlief die Realschule, machte danach eine Elektrikerlehre, anschliessend die BMS und ist jetzt in der Höheren Fachschule in Biel. Er ist der Beste seiner Klasse. Er hat nun die Möglichkeit in England während einem halben Jahr den Stoff zu lernen, der in der Schweiz ein volles Jahr in Anspruch nehmen würde. Darüber hinaus kann er an die

Berufsschulmeisterschaften nach Peking reisen. Es ist also auch bei Realschülern noch heute möglich, auch ohne Sekundarschulabschluss eine berufliche Laufbahn erfolgreich zu verfolgen. Deshalb stimmt die SVP in Ziffer 1 mehrheitlich einem Postulat zu.

Ziffer 2 lehnt die Mehrheit als Motion und auch als Postulat ab. Die Überprüfung des Selektionsverfahrens wird gemäss Antwort des Regierungsrats zu Ziffer 1 bereits unter dem Aspekt der Genderthematik durchgeführt. Ziffer 3 unterstützen wir als Motion. Deutsch und Mathematik sind für uns zwingende Selektionsfächer. Ziffer 4 lehnen wir ab. Bei Ziffer 5 sind wir gespalten; ein Teil wird wie die Regierung einem Postulat zustimmen, womit die Bewertung in den Fremdsprachen analog der Bewertung in internationalen Sprachdiplomen mittels Portfolio geprüft werden soll. Der andere Teil lehnt das Postulat ab. Man ist der Auffassung, auf Volksschulstufe sei es wichtiger, sich in erster Linie an den Eigenheiten von französischsprachigen Gebieten der Schweiz zu orientieren um einen guten Sprachgebrauch im Alltag zu gewährleisten und zu fördern. Zusammenfassend besteht zu Ziffer 1 eine grossmehrheitliche Zustimmung zu einem Postulat; zu Ziffer 2 Ablehnung sowohl als Motion wie auch als Postulat; zu Ziffer 3 Zustimmung als Motion; zu Ziffer 4 Ablehnung und zu Ziffer 5 stimmt die Hälfte dem Postulat zu und die andere Hälfte lehnt es ab.

Ursula. E Brunner, Hinterkappelen (PS). (*Madame Eva Baltensperger est absente, raison pour laquelle Madame Ursula Brunner lit son intervention à sa place :)*) Die Entscheidungsverantwortlichen des Lehrplans 21 haben ihren Auftrag erfüllt. Der neue Unterricht wird kompetenzorientiert sein und der gemeinsame Lehrplan soll über alle Deutschschweizer Kantone hinweg vergleichbare Lernziele und Kompetenzen beschreiben, welche die Kinder im Laufe ihrer Schulzeit erreichen sollen. Die «heisse Kartoffel» Beurteilung und Selektion mussten sie leider an die Kantone zurückdelegieren, weil im Vorfeld kein Konsens dazu gefunden werden konnte. Anstatt mutig die Diskussion um Sinn und Unsinn von Selektion und Noten zu lancieren, anstatt aufzuzeigen, wie die Kompetenzorientierung umfassender bei einer Standortbestimmung hilft – und damit auch, welche Unterstützung welches Kind noch braucht –, hat man das pädagogische Heft aus der Hand gegeben. Man überlässt dieses heikle und anspruchsvolle Dossier den Politikerinnen und Politikern. Diese sind jetzt landauf landab gefordert, die «heisse Kartoffel» aus dem Feuer zu holen.

Vor diesem Hintergrund hat die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Motion diskutiert und zu den einzelnen Ziffern folgende Haltung eingenommen. Ziffer 1 ist für uns aus den genannten Gründen relevant und wichtig. Das Selektionsverfahren muss dringend überarbeitet werden und zwar gründlich, breit abgestützt – nicht nur politisch – und mit offenem Blick auf die Probleme der Benachteiligung von aussortierten Kindern. Die neue Ausgangslage seit der Ratifizierung der UN-Behindertenrechtskonvention und die aktuelle Forschung müssen einbezogen werden. Wichtig ist auch der Vergleich zu anderen Ländern oder Privatschulen, die in diesem Bereich zum Teil deutlich fortschrittlicher sind, als die staatlichen Schulen bei uns. Und dann müsste der selektionsfreie Übertritt von der Mittel- zur Oberstufe mindestens eine Option werden für Schulen, die das genannte Schulmodell aus dem Schulentwicklungsgedanken heraus so wollen.

Ziffer 2 lehnen wir klar ab. Sie ist zu eng gefasst. Die Benachteiligungen sind zu vielfältig und zigfach belegt. Sogar in der als nicht gerade als linke Zeitung bekannten «Weltwoche» war schon vor über 10 Jahren unter dem reisserischen Titel «Die Schweizer Schule diskriminiert» zu lesen: «Zwar gibt es in fast jedem Land einen Einfluss der sozialen Herkunft auf die schulische Leistung, nur ist dieser Einfluss in keinem Land so gross wie in der Schweiz.» Und weiter: «Die ungerechte Verteilung von Chancen in unseren Schweizer Schulen ist ein weit grösseres Problem, als sich die Öffentlichkeit lange eingestehen wollte.» Der Autor spricht von sozialen, aber auch von wirtschaftlichen Konsequenzen. Die Schweiz leiste sich den Luxus, das Potenzial des vorhandenen Humankapitals nicht voll auszuschöpfen. Unter diesem Aspekt haben wir immerhin letzte Woche die Erhöhung der Kindergeldabzüge beschlossen. Ich spreche die FDP an. Auch hier schöpfen wir das Potenzial nicht aus. Und auch hier müsste als Reaktion auf die Umsetzung der Einwanderungsinitiative aus ethischer Sicht genau hingeschaut werden. Aber noch wichtiger ist für uns, dass eine Überprüfung des Übertritts die Aufhebung möglichst aller Benachteiligungen zum Ziel hat. Ziffer 3 lehnen wir ebenfalls in der Logik unserer Grundhaltung zur selektionsfreien Schule ab. In der vorliegenden Form wird ein Dauerzustand zementiert, den wir so nicht wollen. Ziffer 4: Klare Ablehnung. Ziffer 5 unterstützen wir als Motion.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Die EVP findet, dass dieser Vorstoss zur richtigen Zeit mit dem wichtigen Thema der Selektion kommt. Die Motionäre rennen bei uns offene Türen ein.

Das Selektionsverfahren bedarf auch aus unserer Sicht einer Überarbeitung und zwar dringend. Anders als im Vorstoss von Eva Baltensperger in der letzten Session, der die Abschaffung des Selektionsfachs Französisch forderte, wird hier von einer umfassenden Überarbeitung des Themas Selektion gesprochen und das gefällt uns. Für uns ist unbestritten, dass die Selektion heute sprachlastig ist und gewisse Ungerechtigkeiten bietet. Dass es aber eine Selektion braucht, stellen wir nicht in Frage und deshalb unterstützen wir Ziffer 3 als Motion ganz klar. Uns gefällt an der Motion, dass mit dieser Forderung erstens das Verfahren an und für sich überdacht wird. Zweitens will sie die Chancengerechtigkeit für Buben und Mädchen mit Migrationshintergrund verbessern, was ebenfalls dringend nötig ist. Und drittens werden die Selektionsfächer selber in ihrer Eignung und Auswirkung unter die Lupe genommen. Ziffer 4, die wegen der Modellwahl zur Diskussion steht, lehnen wir klar ab. Wir finden, das heutige System funktioniert gut und bietet für die Gemeinden die richtigen Optionen, damit sie das Modell wählen können, das auf sie zugeschnitten ist.

In Ziffer 5 – Bewertung der Fremdsprachen – gehen wir der Antwort des Regierungsrats einig, die besagt, dass es auf der Primarstufe geeignete Umsetzungshilfen zur Beurteilung gibt. Auf der Oberstufe seien diese in Erarbeitung und es gebe schon heute Möglichkeiten, das internationale Sprachenportfolio zu nutzen. Sicher gilt es auch hier zu prüfen, inwiefern Anpassungen überhaupt nötig und möglich sind. Mit der Begründung, dass mit der Einführung des Lehrplans 21 alle Ziffern des Vorstosses bereits überprüft werden, hat uns der Regierungsrat überzeugt. Sie sind also bereits Gegenstand der Abklärung und Überarbeitung. Deshalb werden wir – wie der Regierungsrat vorschlägt – die Ziffern 1, 2 und 5 als Postulate annehmen, Ziffer 4 ablehnen und Ziffer 3 als Motion überweisen.

Stefan Oester, Belp (UDF). Unlängst hatte ein Teil der hier Anwesenden mit dem Regierungsrat eine Anhörung zu genau diesem Thema, wie die Selektion inskünftig im Lehrplan 21 aussehen soll. Es wurden kritische Fragen in den Raum geworfen und man konnte grob die Stimmung ablesen. Einige der Inhalte sind nun niedergeschrieben und ich finde es sehr gut, dass wir darüber diskutieren dürfen. Die EDU prüfte punktweise die Forderungen der Motion. Ziffer 1 nehmen wir als Motion an. Wir sind der Überzeugung, dass eine Selektion gut und nötig ist. Später im Leben stellen sich immer wieder Herausforderungen, bei denen wir uns messen müssen, um ein Ziel zu erreichen und Leistungen zu erbringen. Deshalb unterstützen wir die Ziffer 1 als Motion.

Zu Ziffer 2: Die Beachtung des Unterschieds zwischen Buben und Mädchen mit Bezug zu den Schulfächern schien mir persönlich zuerst sehr wichtig. Als ich das Thema in die Fraktion brachte, meinte dann ein Kollege, bei ihm sei das gerade anders. Von seinen vier Töchtern sei eine besonders stark in Mathematik und Naturwissenschaften. So stellte sich uns die Frage, ob man nach Geschlecht oder nach Fächern beurteilen soll. Wir kamen zum Schluss, dass vor allem die Auswahl der Fächer wichtig ist und weniger die fächerspezifischen Leistungsunterschiede nach Geschlecht, obschon mir klar ist, dass die Buben im Moment durch die Überbewertung der Sprachfächer Nachteile erfahren. Die Frage kam dann auf, weshalb die Genderthematik noch ins Spiel kommt, welche für uns nicht gerade ein Zauberwort ist. Wir fahren da jeweils von unserer Ideologie her ein bisschen zusammen, wenn wir das Wort hören. Deshalb nehmen wir Ziffer 2 als Postulat an. Zu Ziffer 3: Mathematik und Deutsch als zwingende Selektionsfächer befürworten wir. Bezüglich weiteren Fächern, die allenfalls zur Selektion hinzukommen sollen, warten wir die Vorschläge des Regierungsrats ab. Ziffer 4 lehnen wir klar ab. Das ist für uns kein Thema. In Ziffer 5 schliessen wir uns der Antwort des Regierungsrats an. Die Nutzung des internationalen Sprachenportfolios für die Beurteilung im Fremdsprachenunterricht soll möglich sein.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Die Schule ist heute eine Mädchenschule. Die Mädchen lieben das Singen, das Zeichnen, das Fach musikalische Grundschule, Handarbeiten, Deutsch und Französisch. Auch unser Bub geht gerne zur Schule; bloss gefallen ihm nur Mathematik und der Turnunterricht. Die Freifächer Flöte spielen, Handarbeiten und Theater sprechen auch mehrheitlich erst einmal die Mädchen an. Ich konnte unserem Buben bis heute nicht erklären, weshalb er auch noch freiwillig Häkeln besuchen soll.

Spass beiseite, das war mein persönliches «Warm up», um was geht es konkret? Wir haben heute ein sprachlastiges Selektionsverfahren. Mit Deutsch, Französisch und Mathematik werden mehrheitlich die Buben benachteiligt. Dies geschieht nicht böse- oder mutwillig, sondern irgendwie systematisch. Und wenn man bedenkt, dass in unserem Land die Ingenieure und Ingenieurinnen fehlen, ergibt das so keinen Sinn. Es ist ein klarer Missstand. Für die glp-Fraktion ist auch klar, dass

die Buben nicht etwa dümmer sind, aber mit dem heutigen System einfach benachteiligt werden. Eine Gleichbehandlung ist aus unserer Sicht zwingend und rechtens. Ich bitte Sie, die Motion in den Ziffern 1–3 zu unterstützen. Ich bin sicher, Ihre Buben und Enkel werden es Ihnen danken.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Die FDP unterstützt diese Motion und zwar in den Ziffern 1–3 und in Ziffer 5 als Postulat. Es scheint uns richtig, die Genderproblematik aufzugreifen. Wenn man heute sieht, dass mehr als 60 Prozent – in vielen Fächern noch viel mehr – der Hochschulabsolventen Frauen sind, dann verdient das genau so eine kritische Betrachtung, wie vor vielen Jahren das Gegenteil. Beides muss man aufgreifen und deshalb ist es richtig, das Problem von unten her zu betrachten: bei der Selektion in die Sekundarstufe I. Natürlich ist es zu einfach und viel zu verkürzt, wenn man sagt, den Mädchen liegen die Sprachen und den Buben die Mathematik. Wir alle kennen Buben und Mädchen, auf die das nicht zutrifft. Diese Sichtweise ist zu einfach. Aber die Betrachtung der Selektion tut wirklich Not und es ist richtig, die Selektion zu begrenzen. Man soll primär sagen: die Fächer sind wichtig und je eine sprachliche und eine mathematische Fähigkeit sind gefragt. Die FDP ist offen, ob in der Selektion noch mehr Fächer hinzukommen. Das heisst, ob künftig auch NMM ein Selektionsfach sein soll und dann natürlich auch ein weiteres Sprachfach. Ich finde, das soll die Erziehungsdirektion überprüfen.

Unbestritten ist für die FDP – wenig überraschend –, dass eine Selektion stattfinden soll. Leistungsbereitschaft soll gefordert und gefördert werden. Wir sind überzeugt, dass dies gerade mit der Selektion besser möglich ist, als mit allen andern Varianten. Ganz kurz zu Ziffer 5: Wir finden den Ansatz sehr spannend. Wir unterstützen die Ziffer als Postulat, weil noch viele Fragen in der Umsetzung offen sind.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Herr Grossrat Brönnimann, es gibt zwei Punkte, die ich gerne richtigstellen möchte. Zum ersten: Sie nennen das Bubenproblem das «Genderproblem des 21. Jahrhunderts». Dem ist nicht so. Es ist wirklich eine verflixte Geschichte. Mittlerweile machen in Amerika die Frauen nicht nur bessere Berufsabschlüsse als Männer, sie verdienen auch mehr Geld. Bis Anfang der 60er-Jahre des letzten Jahrhunderts bekam ein Mädchen, welches in der Stadt Bern das Gymnasium besuchen wollte, eine Note abgezogen, weil es zu viele Mädchen am Gymnasium hatte. Einem Mädchen mit der Note 6 wurde also eine 5 angerechnet. Mit diesem Verfahren versuchte man damals zu verhindern, dass zu viele Mädchen den Gymnasialunterricht besuchen. Das Problem, dass Mädchen im Schulunterricht besser sind, besteht schon so lange, wie es die Schule gibt. Dieses Problem müssen wir anders als mit der Selektion lösen. Jetzt komme ich zum zweiten Thema: Wir müssen nicht aufhören über die Selektion zu reden, nur weil es Ihnen nicht gefällt. Wir müssen an dem Thema dran bleiben. Das Frauenstimmrecht haben wir auch nur erreicht, weil wir zig Anläufe gemacht haben. Und so wird es auch bei der Selektion sein. Wir müssen das Thema immer wieder bringen, denn es ist ganz klar: wenn wir für die Buben etwas machen wollen, dann ist die Selektion schädlich und nicht gut. Keine Selektion bedeutet nicht keine Beurteilung und Wildwuchs. Eine Schule ohne Selektion bedeutet genau hinzuschauen und das Kind in seinem ganzen Potenzial zu fördern. Und das ist mehr als nur Selektion.

Le président. Damit gebe ich das Wort an den Erziehungsdirektor. Ich nehme an, der Motionär wird sich anschliessend noch äussern.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Herr Grossrat Brönnimann hat eine gute Spürnase für ein Thema, welches die Erziehungsdirektion seit einiger Zeit stark beschäftigt. Die Fächerauswahl, welche selektionsrelevant ist, wurde häufig diskutiert. Ich habe diese Fächerauswahl bei der Einführung der Kontrollprüfung vor zwei, drei Jahren nicht angepasst, weil ich abwarten wollte, ob es im Zusammenhang mit dem Lehrplan 21 eine Änderung gibt und dann das Thema zusammen mit dem Lehrplan 21 betrachten. Jetzt sind wir dabei, dies zu tun. Heute sind drei Fächer selektionsrelevant: Deutsch, Mathematik und Französisch. Dies ist seit der Einführung des «Modell 6/3» in den 90er-Jahren so. Im französischsprachigen Kantonsteil sind die genau gleichen Fächer selektionsrelevant; das muss man einfach auch noch wissen. Da haben wir eine Parallelität. Die Kompetenz, um diese Fächer zu bestimmen, liegt bei der Erziehungsdirektion und ist in der Direktionsverordnung festgelegt.

Später werden auf der Sekundarstufe I die drei selektionsrelevanten Fächer in den durchlässigen Modellen auch als Niveaufächer angeboten. Es besteht also noch ein Zusammenhang: Man muss in zwei von drei selektionsrelevanten Fächern auf Sekundarschulniveau sein, damit man insgesamt

als Sekundärschüler oder Sekundarschülerin zählt. Jetzt wird häufig diskutiert, dass Deutsch, Mathematik und Französisch – und das ist ja die Hauptfrage, welche heute in der Diskussion aufgetaucht ist – zu sprachlastig sei. Es benachteilige die Buben, weil eben zwei Sprachen und nur ein naturwissenschaftliches, mathematisches Fach die Selektion entscheide. Es ist richtig, dass wir weniger Buben in die Sekundarschule bringen als Mädchen. Das hat allerdings komplexere Ursachen. Eine dieser Ursachen ist wahrscheinlich auch die Fächerauswahl. Aber das ist bei weitem nicht die Einzige. Es gibt eine ganze Gruppe von Gründen, weshalb die Buben in dieser Phase in der Schule leistungsschwächer sind in den eigentlichen schulischen Leistungen. Das kann zum Beispiel auch mit den Erwartungen zu tun haben, welche die Eltern und die Lehrer in sie oder in die Mädchen setzen. Ins Detail zu gehen würde an dieser Stelle zu weit führen. Aber die Gründe liegen eben nicht nur in der Fächerauswahl. Trotzdem sind wir dabei, die Fächerauswahl anzuschauen. Wir sind seit Monaten in diesen Diskussionen. Seit Anfang Jahr diskutieren wir darüber ERZ-intern in einer Arbeitsgruppe zusammen mit der pädagogischen Hochschule. Im März habe ich mit allen Schulleitungen dieses Kantons und den Gemeindebehörden, welche für die Schulen zuständig sind, über diese Fragen diskutiert. Allein in der letzten Woche habe ich an zwei Veranstaltungen mit über 400 Lehrerinnen und Lehrern genau über diese Fragen gesprochen. Wir sind also dabei, dies anzuschauen. Ich möchte Ihnen jedoch sagen, dass die Sache nicht ganz so einfach ist, wie man auf den ersten Blick meinen könnte. Und ich bin überzeugt: Wenn wir etwas ändern, dann sollte eine neue Lösung besser sein als die Heutige. Wir sollten nichts ändern, nur damit etwas geändert wird.

Was gibt es für Alternativen? Wir können uns auf Deutsch und Mathematik beschränken. Man darf vermuten, dass diejenigen, welche gut in Deutsch und Mathematik sind, grundsätzlich Sekundarschulniveau haben und folglich auch in den anderen Fächern durchschnittlich bessere Leistungen vorweisen. Zwei Fragen sollte man sich bei dieser Variante unbedingt stellen: In französischsprachigen Gebieten gelten Deutsch, Mathematik und Französisch als selektionsrelevant. Was ist, wenn wir plötzlich sagen, Französisch sei bei uns nicht mehr selektionsrelevant? Das könnte auch ein staatspolitisches Thema in diesem Kanton sein. Die zweite Frage betrifft die Gewichtung bei nur zwei selektionsrelevanten Fächern. Muss man nun in beiden Fächern Sekundarschulniveau haben, um Sekundarschüler oder Sekundarschülerin zu sein? Oder nur in einem oder in eineinhalb? Diese Frage ist nicht so klar. So gesehen bin ich mir nicht ganz sicher, ob die Reduktion auf Deutsch und Mathematik eine glückliche Lösung ist.

Eine zweite Alternative wäre, Deutsch und Französisch mit NMM zu ergänzen. Das sieht auf den ersten Blick toll aus. Naturwissenschaften sind wichtig und wir haben dann vor allem die Naturwissenschaften auch mit drin. Allerdings ist NMM heutzutage ebenfalls relativ sprachenlastig. Darin enthalten ist weiter Geschichte, Geografie und Lebenskunde. Ob da Migranten – gerade die Buben – einen so grossen Vorteil hätten? Ich weiss es nicht. Ich bin mir zudem nicht sicher, ob wir dem Fach NMM nicht einen Bärendienst erweisen, wenn wir dieses neu in den Selektionsstrudel hineinnehmen. NMM hat heute in der fünften und sechsten Klasse relativ viele Freiräume, die es erlauben, experimentell zu arbeiten und nicht einfach ganz so streng nach einem Selektionskatalog zu unterrichten. Von dort her bin ich mir nicht sicher, ob das Fach nicht Schaden nimmt, wenn wir es für die Selektion berücksichtigen. Und so gesehen wäre ich auch bei dieser Alternative vorsichtig. Die Ergänzung auf NMM sieht auf den ersten Blick gut aus. Aber man sollte differenziert hinterfragen, ob diese Variante wirklich so gut ist.

Als dritte Möglichkeit könnten wir alle Fächer zur Selektion beiziehen, inklusive Sport und Musik. Das ist vielleicht eine gute Lösung. Aber bis jetzt habe ich an keiner Veranstaltung gehört, dass dieser Vorschlag beliebt wäre. Weder Schulleitungen noch Gemeindebehörden noch die Lehrerinnen und Lehrer haben in Konsultativabstimmungen diese Möglichkeit als gut befunden. Schliesslich ist dann vielleicht am Schluss doch die beste Lösung, bei den Selektionsfächern Deutsch, Mathematik und Französisch zu bleiben. Als Variante könnte Mathematik doppelt gezählt werden. Diese Lösung haben andere Kantone und das könnte ich mir auch noch vorstellen. Keine Lösung hat bis anhin in Veranstaltungen unsere Arbeitsgruppe auf Anhieb überzeugt. Es wird nicht ganz einfach. Wie gesagt liegt es in meiner Kompetenz, alternative Selektionsmodelle anzuschauen, aber ich bin sehr froh für Ihre Hinweise. Ich habe mindestens von zwei Fraktionen deutlich gehört, dass sie Französisch beibehalten möchten. Bei den andern ist es mir nicht ganz so klar.

Ich komme jetzt vor allem zu den einzelnen Punkten der Motion. Zu Ziffer 1: Wollen wir die Selektionsverfahren zwingend überarbeiten? Die Regierung beantragt nur ein Postulat. Wenn keine andere Lösung wirklich überzeugt, dann bleiben wir bei dem, was wir haben. Wenn Sie mir sagen,

es brauche in jedem Fall eine Überarbeitung, dann finde ich das einfach keine gute Lösung. Machen Sie doch ein Postulat und sagen Sie damit: Wenn man eine bessere Lösung findet, dann ändern wir das Selektionsmodell und wenn wir keine finden, die wirklich überzeugt, dann ändern wir es nicht.

Zu Ziffer 2: Auch hier schlägt die Regierung ein Postulat anstelle der Motion vor. Wenn wir die Selektion bubengerechter machen können, dann ändern wir sie. Aber wie bereits gesagt, es ist nicht so klar, was dann wirklich bubengerechter ist. Auch hier ist ein Prüfungsauftrag einem zwingenden Auftrag vorzuziehen. Bei Ziffer 3 sind wir uns einig. Deutsch und Mathematik sollen bleiben. Die Frage ist einfach, ob Französisch bleiben soll oder nicht, und welche anderen Fächer allenfalls hinzukämen. Aber hierzu sagt die Motion nichts. Zu Ziffer 4: Ich wäre sehr froh, wenn Sie diesen Punkt ablehnen. Ich möchte die Wahlfreiheit der Gemeinden für das Sekundarstufen-I-Modell nicht reduzieren. Das ist genau eine von diesen Reformen, die auf der Traktandenliste stand, als ich als Erziehungsdirektor anfang. Alle verlangten weniger Reformen und genau das war eine derjenigen, von denen wir sagten, wir wollen hier weniger Reformen. Nicht keine – nicht keine, Thomas Brönnimann –, sondern weniger Reformen. Und genau diesen Freiraum sollten wir den Gemeinden nicht wegnehmen. Das hat sich bewährt. Daher empfehle ich Ziffer 4 zur Ablehnung. In Ziffer 5 haben wir keine Differenz.

Le président. Damit hat der Urheber dieser Motion noch einmal das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich danke für die interessante Diskussion, die aufzeigt, dass das Thema Sie interessiert und die Leute bewegt. Ein Wort zu Grossrätin Brunner: Vielleicht bestand das Problem bereits im letzten Jahrhundert. Aber es hat sich, so glaube ich, jetzt schon akzentuiert. Die statistischen Zahlen sowohl auf Sekundarstufe I als auch auf Sekundarstufe II zeigen eine eindeutige Verschärfung. Ich fordere ja nicht irgendeine Quote, zum Beispiel 50:50, wie das in den USA der Fall ist.

Ich staune nun doch ein bisschen. Man bringt Einzelbeispiele, die scheinbar das Gegenteil belegen und versteckt sich dahinter. Demgegenüber sind die statistischen Zahlen einfach klar. Im Durchschnitt sind es einfach die Buben, die durch das sprachlastige Verfahren benachteiligt sind. Wir haben ein Riesenglück in Bezug auf die Laufbahnkarriere in der Schweiz. Unser durchlässiges Berufsbildungssystem mit der Möglichkeit der Berufsmaturität fängt das Problem ein wenig auf. Ansonsten hätten wir ein gröberes Problem, vor allem dann auch noch in den Bubenkreisen der Migranten. Ich glaube Bernhard Pulver, dass er seine Arbeit seriös machen will und wird; und ich sehe natürlich seine Beisshemmung, sich auch einmal kritisch zum Fach Französisch zu äussern. Manche wollten mich nun fast so darstellen, als hätte ich etwas gegen Französisch. Ich erinnere Sie: Sie haben alle Französisch gelernt und nur eine Mathematik- und Deutschprüfung gemacht. Wir kennen alle auch die Bewertungsprobleme mit den neuen Lehrmitteln. Es spricht niemand davon – und ich wäre der letzte –, dass wir Französisch abstufen wollen. Aber, les collègues romands, ils connaissent la torture de la grammaire et de l'orthographe allemandes! Das motiviert nicht gerade, Deutsch zu lernen und zu reden. Hier im Saal geht das schon besser.

Es ist keine einfache Sache, Regierungsrat Pulver hat es gesagt. Ich bin bereit, Ziffer 1 in ein Postulat zu wandeln, aber bei den Ziffern 2 und 3 halte ich an der Motion fest. Die Ziffern 4 und 5 habe ich bereits gewandelt.

Le président. Damit kommen wir zur Bereinigung und Abstimmung über die 5 Ziffern. Ziffer 1: Das Selektionsverfahren in die Sekundarstufe 1 wird überarbeitet. Wir stimmen über ein Postulat ab.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 147

Non 1

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Ziffer 2: Das Selektionsverfahren muss den Unterschieden zwischen Buben und Mädchen Rechnung tragen. Wir stimmen über eine Motion ab.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 40

Non 96

Abstentions 9

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Ziffer 3: Mathematik und Deutsch sind zwingende Selektionsfächer. Wir stimmen über eine Motion ab.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 116

Non 22

Abstentions 6

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Motion überwiesen. Ziffer 4: Die Anzahl Schulmodelle wird in Zusammenarbeit mit den Gemeinden überprüft. Wir stimmen über ein Postulat ab.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 26

Non 116

Abstentions 4

Le président. Sie haben Ziffer 4 abgelehnt. Ziffer 5: Die Bewertung in den Fremdsprachen erfolgt analog zu den Bewertungen in international anerkannten Sprachdiplomen mittels der Portfoliomethode. Wir stimmen über ein Postulat ab.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 143

Non 4

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 5 als Postulat überwiesen. Damit ist dieses Geschäft bereinigt und wir sind am Ende der Geschäfte der Erziehungsdirektion angekommen.